

1.5 Créations et suppressions d'emplois par catégories d'entreprises et zones d'emploi

Entre 2008 et 2018, l'emploi des établissements marchands hors agriculture a augmenté de 193 100 salariés : - 311 300 dans les **microentreprises**, - 72 600 dans les **PME** (hors microentreprises), + 390 600 dans les **ETI** et + 186 400 dans les **grandes entreprises**. Cette comparaison des stocks d'emplois par catégorie d'entreprises suggère un déclin des petites entreprises et une croissance plus importante des plus grandes. Cependant, l'interprétation est différente si, pour chaque **catégorie d'entreprises**, on décompose la variation de l'emploi salarié entre 2008 et 2018 en deux effets : l'effet des créations et suppressions d'emplois salariés et l'effet des changements de catégorie d'entreprises.

Dans les microentreprises, la diminution du nombre de salariés provient de 153 200 créations nettes d'emploi et d'une baisse de 447 600 emplois par le jeu des changements de catégorie, en faveur principalement des PME. De nombreuses microentreprises deviennent des PME, pour l'essentiel à la suite d'une augmentation de leurs effectifs, et de façon marginale des ETI ou des grandes entreprises.

Malgré la création nette de 229 300 emplois et un gain de 447 600 emplois par le jeu des changements de catégorie avec les microentreprises, les PME perdent elles aussi des emplois en raison d'échanges déficitaires avec les ETI (- 693 500 emplois) et les grandes entreprises (- 56 000 emplois).

Si les effectifs salariés des grandes entreprises augmentent sur la période, c'est exclusivement par l'effet des changements de catégorie d'entreprises : à contour constant, leurs établissements pérennes de 2008 à 2018 ont enregistré des destructions nettes d'emplois salariés (- 282 500), même si en 2017 ils sont presque à l'équilibre et qu'ils ont enregistré 7 000 créations nettes d'emplois en 2018. Davantage que pour les entreprises des autres catégories, les effectifs des grandes entreprises augmentent souvent par de la croissance externe.

Ainsi, pour développer de nouvelles activités, une grande entreprise a tendance à investir dans des sociétés ayant les compétences attendues, à travers des rachats, fusions-acquisitions, et intégrations de ces entreprises. Ces apports externes se traduisent par un flux important des ETI vers les grandes entreprises notamment (plus de 400 000 emplois).

Entre 2008 et 2018, dans une **approche dynamique** qui répartit les gains (et pertes) d'emploi en fonction des seuils d'effectifs salariés définissant les catégories d'entreprises, l'emploi salarié dans les grandes entreprises augmente dans seulement 36 **zones d'emploi** (comme Toulouse et Nantes grâce à Airbus et Altran, ou Lille, ► **figure 1**), et diminue de plus de 1 000 emplois dans 101 zones d'emploi (dont Roissy avec une diminution des effectifs salariés chez Air France ou PSA). L'emploi salarié des ETI baisse dans le Grand Est, les Hauts-de-France (excepté Lille et ses alentours) et dans l'est de la Normandie ► **figure 2**. *A contrario*, il augmente sur la façade ouest, dans le sud de la France et aux alentours de Lyon. Les PME, y compris les microentreprises, sont souvent liées aux activités présentielle ou dépendent de l'activité des grandes entreprises et des ETI. Leur emploi augmente plutôt dans les grandes agglomérations et les pôles économiques ► **figures 3 et 4**.

En dehors des grands pôles urbains à forte attractivité économique, l'emploi salarié diminue dans plus des deux tiers des zones d'emploi entre 2008 et 2018. Dans certaines zones d'emploi de taille modeste (moins de 20 000 salariés), l'emploi salarié augmente toutefois nettement (au moins 1 500 emplois créés). C'est le cas des zones d'emploi de Lamballe-Armor, Pornic, Les Sables-d'Olonne Brignoles, Bollène-Pierrelatte et Est littoral (Guyane). Le plus souvent, dans ces zones, les ETI, les PME et les microentreprises portent la croissance des emplois salariés. ●

► Définitions

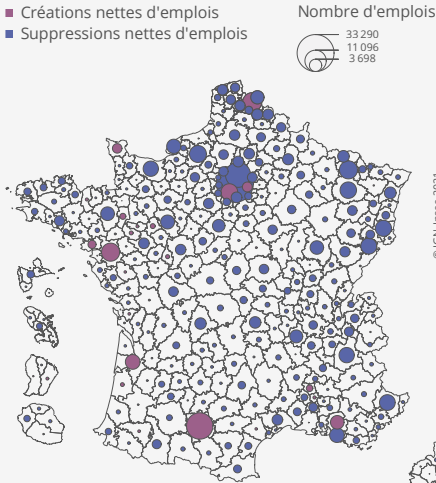
L'**approche dynamique** consiste à répartir l'évolution de l'emploi en fonction des seuils définissant les catégories d'entreprises. Ainsi, si une microentreprise compte 7 salariés en 2014 et devient une PME de 15 salariés en 2015, le seuil déterminant la limite entre les microentreprises et les PME étant de 9 salariés, 2 emplois sont attribués aux créations d'emplois des microentreprises et 6 emplois aux créations des PME. En revanche, si une microentreprise de 7 salariés est rachetée par une PME, il n'y a ni création ni suppression d'emploi : il y a un flux de 7 salariés des microentreprises vers les PME.

Microentreprises, PME, ETI, grandes entreprises, catégories d'entreprises, zone d'emploi : voir *Glossaire*.

► Pour en savoir plus

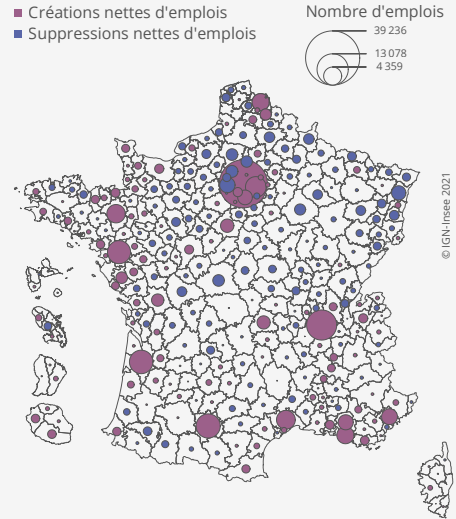
- « Une dynamique d'emploi spécifique dans les grandes entreprises », *Insee Première* n° 1839, février 2021.
- « Décomposition de l'évolution de l'emploi par catégorie d'entreprise - Comparaison des méthodes et application à l'économie française », *Document de travail*, Insee, février 2021.

► 1. Créations et suppressions nettes d'emplois entre 2008 et 2018 dans les grandes entreprises



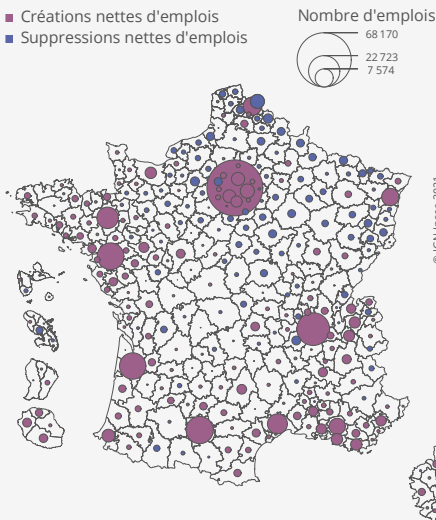
Lecture : entre 2008 et 2018, dans la zone d'emploi de Nantes, les grandes entreprises ont créé 8 009 emplois salariés.
Champ : France hors Mayotte, entreprises non agricoles.
Source : Insee, Clap, Flores, Lifi.

► 2. Créations et suppressions nettes d'emplois entre 2008 et 2018 dans les ETI



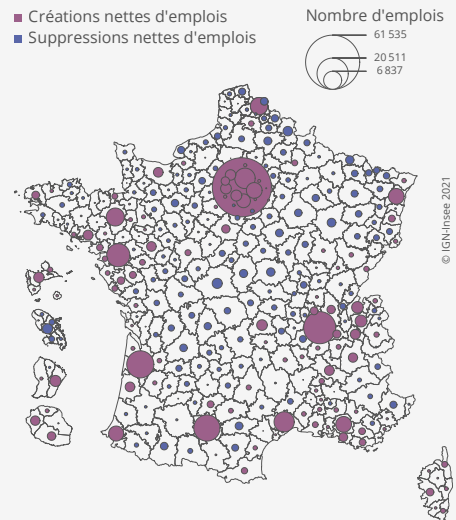
Lecture : entre 2008 et 2018, dans la zone d'emploi de Bordeaux, les ETI ont créé 9 393 emplois salariés.
Champ : France hors Mayotte, entreprises non agricoles.
Source : Insee, Clap, Flores, Lifi.

► 3. Créations et suppressions nettes d'emplois entre 2008 et 2018 dans les PME (hors microentreprises)



Lecture : entre 2008 et 2018, dans la zone d'emploi d'Avignon, les PME (hors microentreprises) ont créé 1 900 emplois salariés.
Champ : France hors Mayotte, entreprises non agricoles.
Source : Insee, Clap, Flores, Lifi.

► 4. Créations et suppressions nettes d'emplois entre 2008 et 2018 dans les microentreprises



Lecture : entre 2008 et 2018, dans la zone d'emploi de Toulouse, les microentreprises ont créé 12 156 emplois salariés.
Champ : France hors Mayotte, entreprises non agricoles.
Source : Insee, Clap, Flores, Lifi.